



LES ARMÉNIENS DU QUÉBEC LE MULTICULTURALISME



© Armen Alemian

Une communauté en plein essor: la jeunesse engagée en avant-garde !

Il n'est pas faux de dire que les Arméniens du Canada, qu'ils soient du Québec, de l'Ontario ou d'une autre région du Canada, sont un peu le ciment de la nation canadienne tant ils ont épousé au fil des vagues d'immigration forcée ou volontaire, le multiculturalisme canadien. Le plus souvent francophones au Québec, mais maîtrisant aussi l'anglais et l'arménien, ils sont un pont entre toutes les communautés du melting-pot de la « Belle province ». Dans ce numéro, nous vous proposons d'en découvrir la richesse au travers d'une série de portraits réalisés en partenariat avec notre grand confrère *HORIZON*, de Montréal, que nous remercions chaleureusement.

Cette présence arménienne au Québec et à Montréal commence dès le XIX^e siècle où le gouvernement fédéral est déjà à la recherche de main d'œuvre même si les Arméniens, considérés comme asiatiques, sont déclarés inassimilables. C'est

l'histoire tragique du peuple arménien qui va marquer la naissance de sa présence au Canada par l'arrivée d'orphelins, ceux de Georgetown. Puis entre 1926 et 1930, près de 6 700 Arméniens viennent s'installer au Québec, soit directement depuis Istanbul, soit en provenance d'un pays du Moyen Orient qui a recueilli les rescapés du Génocide des Arméniens. Puis, dans les années 40 et 50, viennent de nouvelles vagues d'immigration principalement d'Istanbul, d'Égypte et de Chypre. Dans les années 70, ce seront les Arméniens du Liban et de Syrie qui feront également le voyage vers le Canada. Ayant pour la plupart étudié le français dans les écoles et collèges du Caire ou de Beyrouth, Montréal ou Laval sont des destinations toutes trouvées où leurs deux cultures peuvent s'épanouir. Ils découvrent en arrivant des structures pour l'éducation, encouragées par l'Etat canadien, comme l'école Sourp Hagop. Aujourd'hui, on

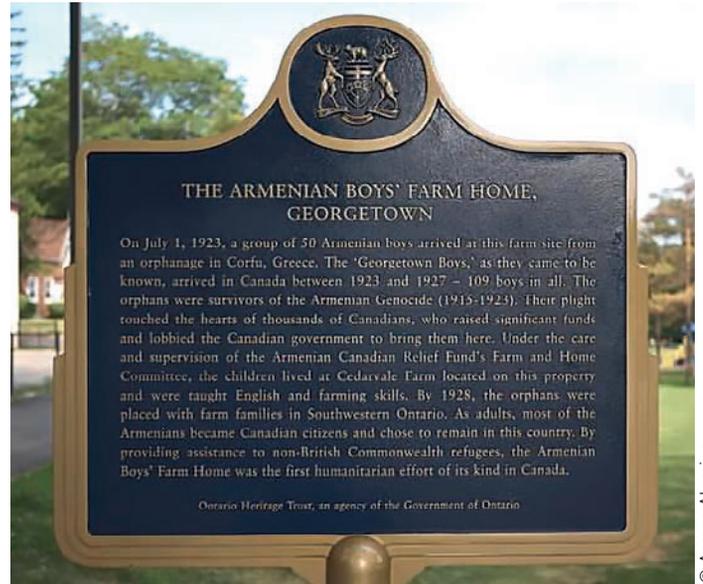
QUÉBEC OÙ ME INTÉGRANT

En partenariat avec
horizon



© Armen Alemian

Le khatkar "Garmir Avédaran" dans la cour du Centre communautaire arménien de Montréal



© Armen Alemian

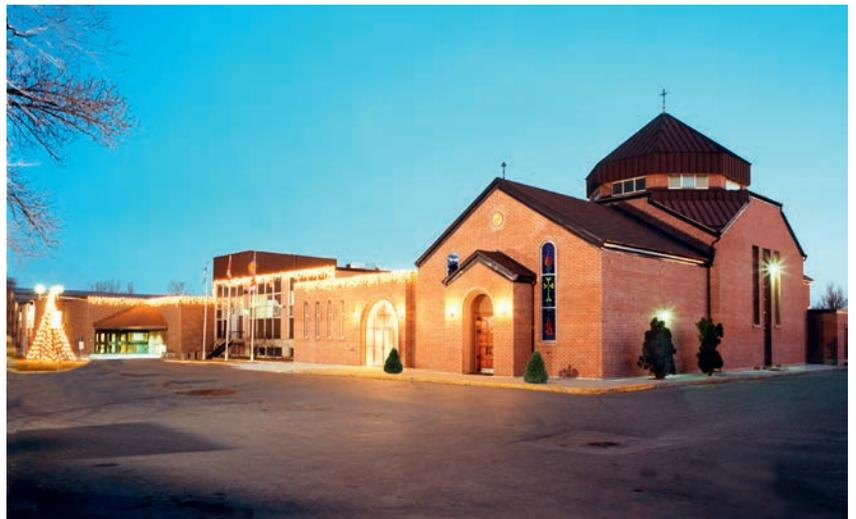
Plaque commémorative à la ferme Georgetown, en Ontario, où des orphelins du Génocide ont été accueillis (voir l'article en page 51)

sénateur de 2000 à 2003 et qui est le petit-fils du premier Arménien installé au Québec en 1904, Aziz Sarafian. Mais plus globalement, c'est le portrait d'une communauté qui a fait de ses différences, francophone, canadienne, arménienne, une richesse et une réussite dont il sera question au travers du dossier que nous vous proposons. ■

considère que 80 000 Arméniens vivent au Canada dont 80% sont francophones.

C'est donc naturellement qu'ils vont progressivement être présents dans la vie politique ou culturelle canadienne. On retrouve les traces de la création du Comité national arménien du Canada (CNAC, équivalent du CDCA) dès 1902, avec une reconnaissance du Génocide des Arméniens intervenant dès 1980 et qui s'est poursuivie comme en témoigne la mise en place d'un jour commémoratif fédéral du Génocide des Arméniens pour le centenaire en 2015.

Ce sont également des réussites personnelles comme celles du cinéaste Atom Egoyan, du photographe Yusuf Karsh ou du boxeur David Lemieux, fiertés nationales du Canada, mais aussi Patrick Masbourian, star de la télévision sur *Radio-Canada* ou encore Raymond Setlakwe, devenu



© Armen Alemian

Le Centre communautaire arménien de Montréal, avec l'église Sourp Hagop en avant-plan

L'école arménienne Sourp Hagop

Fondée en 1974, l'école arménienne Sourp Hagop dessert la communauté arménienne établie dans la grande région métropolitaine de Montréal. Loin de ses modestes débuts, elle accueille quotidiennement près de 800 élèves de 5 à 17 ans tout au long de leur parcours scolaire. En 2014, elle a ouvert ses premières classes d'accueil pour les nouveaux arrivants syriens.

■ PAR LORI ABRAKIAN

En parcourant les corridors de l'établissement, on est marqué par la conversation des jeunes qui témoigne de la symbiose parfaite des trois langues apprises au sein du milieu. En effet, l'école Sourp Hagop de Montréal est un des rares milieux scolaires de la Diaspora qui offre un programme d'apprentissage du français, de l'arménien et de l'anglais de la première année du primaire jusqu'à la 11e année de scolarisation (*Ndlr. Vers 15/16 ans*). Dès leur arrivée en maternelle à 5 ans, les élèves sont immergés dans un parcours d'apprentissage qui leur permettra de maîtriser, à leur sortie du secondaire, un haut degré de compétence linguistique dans les trois langues officielles de l'école.



800 élèves montent chaque jour ces marches

Fort de ses 44 années d'expérience, le personnel enseignant a recours à plusieurs approches pédagogiques pour favoriser la réussite de tous les scolaires. À l'affût des plus récentes recherches réalisées sur le bilinguisme et notamment l'acquisition d'une deuxième langue, ils travaillent de concert pour offrir des occasions linguistiques permettant d'enrichir le vocabulaire en langue maternelle et d'en faciliter le transfert dans les autres langues. Orientés par une équipe de direction novatrice et dynamique, les enseignants adoptent des approches tenant compte de l'apprentissage global du jeune, plutôt qu'un apprentissage par silo. *« On tente de créer des ponts entre les différentes matières enseignées pour que celles-ci deviennent complémentaires et permettent à l'élève de se développer globalement comme individu »*,

affirme la directrice générale, Léna Kadian. *« L'an dernier, un de nos projets interdisciplinaires a même remporté le prix d'excellence du Conseil pédagogique linguistique de Québec (CPIQ) »*, mentionne-t-elle fièrement. Le projet en question, une initiative de la directrice intitulée : *« J'apprends le français pour atteindre des sommets »*, a mis en symbiose le français, l'éducation physique et les arts plastiques. En plus du rayonnement dans leurs habiletés langagières, les élèves ayant participé au projet ont pu s'engager dans une quête de saines habitudes de vie, un enjeu important auquel font face les jeunes d'aujourd'hui.

Cette année, l'accent a été mis sur des programmes interdisciplinaires combinant les trois langues d'enseignement de Sourp Hagop. Celui de conte multilingue destiné aux élèves de 3^e du secondaire (*Ndlr. Vers 14 ans*) témoigne d'une telle initiative. Fortement apprécié par ces derniers, ce projet a permis de réinvestir les champs lexicaux et la structure du conte dans les trois langues ce qui a facilité l'apprentissage du contenu. *« Les études sont unanimes : en contexte multilingue, les projets interdisciplinaires combinant les différentes langues favorisent l'apprentissage. Donc, nous essayons de créer le plus d'occasions possibles pour partager les concepts d'une langue à l'autre »* rapporte la coordonnatrice pédagogique, Josée Fontaine. Parmi d'autres stratégies, elle ajoute également l'importance de développer l'intérêt des élèves pour la langue et la culture francophones. Cet élément ressort également dans le dessein éducatif de l'établissement qui indique l'importance de s'intégrer à la société québécoise tout en gardant son héritage arménien. Ainsi, les élèves sont exposés, chaque année, à des auteurs québécois, à diverses chansons françaises et à des sites historiques faisant partie du folklore du pays. *« Le personnel de l'école, notamment le bibliothécaire, fait un travail remarquable pour promouvoir la culture française auprès de nos élèves »*, ajoute-t-elle.

En 2014, avec l'arrivée d'un bon nombre de réfugiés ayant fui la guerre en Syrie, l'école a en accueilli plus de 200 dans un nouveau programme de francisation. Se retrouvant en nouvelle terre d'accueil, ces jeunes ont trouvé réconfort dans un milieu où leur langue maternelle est encore parlée. *« Nous avons ouvert une première classe d'accueil en octobre 2014 avec l'arrivée d'une première vague de réfugiés au Canada. Avant la fin de l'année suivante, nous étions déjà à 6 classes d'accueil pour nos quelque 200 élèves en classe d'intégration »*



linguistique et sociale”, affirme la directrice. Ayant vécu une expérience similaire dans une précédente école, Mme Kadian et son équipe ont relevé le défi d’ouvrir des classes d’accueil pour recevoir des élèves de 5 à 17 ans pour la première fois dans l’histoire de Sourp Hagop. *“ Il a fallu innover nos pratiques pédagogiques pour permettre à ces jeunes de réussir, et c’est gratifiant de les voir progresser ”*, témoigne-t-elle. En effet, aujourd’hui, la plupart sont déjà intégrés dans les classes ordinaires et une douzaine d’entre eux font partie de la cohorte terminale de cette année. *“ Des jeunes qui apprennent le français depuis seulement trois ans complètent le programme régulier avec leurs homologues québécois. Certains parviendront même à passer l’examen de langue française du ministère de l’Éducation du Québec. C’est tout un exploit pour eux ! ”*, se réjouit-elle.

Si aujourd’hui l’intégration des jeunes Syriens figure parmi les grandes réussites de l’école, c’est qu’elle a nécessité une importante mobilisation de toute la communauté arménienne du Canada. Outre les ressources financières nécessaires à l’ouverture des classes, l’école est devenue un point de référence pour les familles nouvellement établies à Montréal. *“ Une des choses qui m’a le plus marqué ici est le froid. En Syrie, je n’avais même pas de bottes pour la neige ”*, se souvient Hagop, un élève d’âge primaire. Grâce à la générosité de divers organismes et individus, l’école a pu combler les besoins de ces élèves et de leur famille. Que ce soit des fournitures scolaires fournies par la Croix de secours arménienne, des bottes d’hiver données par Hush Puppies et même des costumes d’Halloween, tous ont collaboré pour soutenir les nouveaux arrivants durant leur période d’adaptation. *“ Ces jeunes ont vécu une expérience bien différente de nos autres élèves. Ils avaient parfois besoin d’aide psychologique pour*

faire face à la violence dont ils avaient été témoins. Des organismes comme Hay Doun et le Centre d’appui aux communautés immigrantes ont été des partenaires formidables pour nous et pour ces familles ” insiste Mme Kadian. Elle ajoute que l’objectif allait au-delà de la réussite scolaire des élèves, l’école visant une intégration sociale de ces derniers. *“ Nous voulions qu’ils puissent participer à la vie de la société. C’est pourquoi nous sommes fiers de les voir, à présent, investir de leur temps pour des causes locales ”*, conclut-elle. En effet, depuis 2 ans, un groupe d’élèves syriens participe à la « grande guignolée », une collecte pour les familles pauvres de Montréal précédant la période de Noël. *“ En Syrie, j’étais jeune et impuissant devant la guerre. Maintenant, l’occasion se présente d’aider des gens et c’est ce qui compte le plus pour moi ”*, dit Meguerditch, 17 ans, avant de raser ses cheveux pour la campagne de Sourp Hagop, « Raser pour sauver », dans le but d’amasser des fonds pour les patients atteints de cancer. S’était joint à lui un autre élève syrien, Arthur, 18 ans, qui a également participé à la campagne en novembre dernier. Et celui-ci d’ajouter : *“ Plutôt que d’investir dans les guerres, les États devraient investir en santé et en éducation pour que les jeunes puissent aller à l’école ”*.

Que ce soit l’intégration des réfugiés syriens ou les divers projets interdisciplinaires qu’elle expérimente, il est certain que l’école Sourp Hagop est un établissement incontournable pour la communauté arménienne de Montréal et de ses environs. Elle assure un enseignement de qualité et permet de perpétuer la langue, l’histoire et la culture arméniennes auprès des nouvelles générations. À travers un travail collaboratif des enseignants, elle conjugue parfaitement ses efforts pour faire progresser son établissement vers de nouveaux horizons sous le slogan de l’école : *“ Toujours plus haut, toujours plus loin ! ”* ■

La revanche du petit-fils d'Aziz Sarafian

■ PAR VIKEN APRAHAMIAN

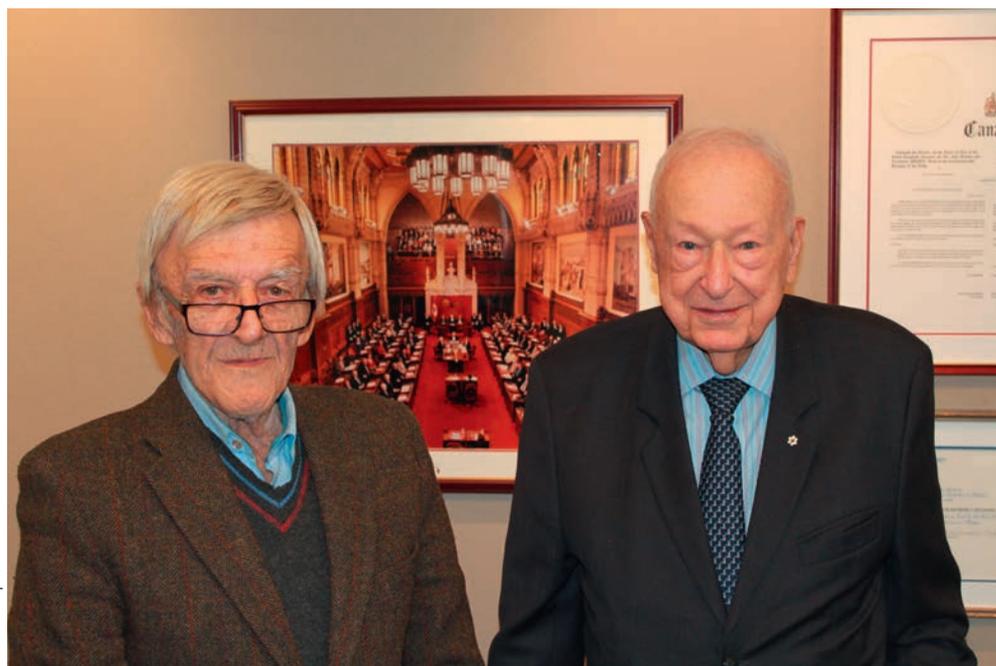
Le 21 avril 2004, du haut de la galerie des visiteurs de la Chambre des Communes à Ottawa, un homme s'approche de la balustrade : un vote historique vient d'être annoncé et il ne peut pas s'empêcher d'être ému. Un par un, rangée par rangée, les députés se lèvent pour voter leur appui à la reconnaissance officielle du Génocide des Arméniens de 1915. L'homme a 76 ans et, deux ans auparavant, il était sur le parterre de l'autre Chambre du Parlement canadien, celle du

Génocide en 1915. Selon Raymond Setlakwe, son grand-père décide alors d'aller vivre à Disraeli dans la région de Québec avec son épouse Mary Barakat et ses deux fils, Michel et Calil, âgés de quatre et cinq ans. Pourquoi avoir choisi Disraeli au fin fond des Appalaches ? Parce qu'il savait qu'un Syrien de Mardin du nom de Jarjour y était déjà établi. Trois ans après, Aziz déménage à Thetford Mines où sa descendance nombreuse, fortement intégrée dans la société québécoise, est toujours active dans plusieurs domaines.

Le parcours de son petit-fils Raymond est un exemple remarquable de cette intégration : né le 3 juillet 1928 à Thetford Mines, au Québec, Raymond Setlakwe est diplômé en Droit des universités Bishop's, Laval et McGill. Il parle également quatre langues : le français, l'anglais, l'arabe et l'espagnol. Membre de l'Association du Barreau canadien et du Barreau du Québec, il est investi de l'Ordre du Canada le 16 avril 1997. Nommé par le Premier ministre, Jean Chrétien, au Sénat en 2000, il y siège jusqu'en 2003, date à laquelle il doit prendre sa retraite obligatoire ayant atteint l'âge de 75 ans. Entretiens, le 12 juin 2002, il joue un rôle déterminant dans le vote de la motion de reconnaissance du Génocide des Arméniens par le Sénat dont il est le co-rapporteur et qui a été l'antichambre du vote définitif à la Chambre des Communes moins de deux ans plus tard.

Roupen Kouyoumdjian qui, à la tête de l'équipe de volontaires du Comité national arménien du Canada (CNAC), négociait pas à pas le soutien des parlementaires à la motion, se souvient du zèle du sénateur Setlakwe lors des démarches tous azimuts qui ont précédé le vote : *"Il me semble que les facteurs prédominants de sa mobilisation furent un devoir de mémoire pour rendre éternel le souvenir des disparus et participer à cette lutte sans merci entre la vérité historique et la vérité d'État, détenue et propagée par les négateurs. Le défi était de taille et il a su le relever avec brio et beaucoup de classe"*.

Roupen Kouyoumdjian a toujours gardé le contact avec celui qui l'appelle son cousin, le contactant à chaque occasion et le tenant au fait de nouvelles qui pourraient l'intéresser. Il se souvient qu'en 2012, il lui a fait part d'un article paru dans l'hebdomadaire *Embassy* d'Ottawa (aujourd'hui absorbé par le magazine d'affaires parlementaires, *The Hill Times*), qui classait les Arméniens parmi les cinq communautés les plus influentes



© Viken Aprahamian

Les deux «cousins» : Roupen Kouyoumdjian et Raymond Setlakwe, sur fond d'une image de la Chambre du Sénat

Sénat, en train de voter lui-même une motion similaire. *"Je n'étais pas seul au balcon ce jour-là, se souvient-il. Toute ma famille était là à mes côtés : mes grands-oncles, leurs enfants, leurs voisins, mais aussi mon grand-père et toutes les victimes dont les ossements attendent toujours une sépulture décente. Oui, le balcon des visiteurs du Parlement était bondé ce jour-là"*.

Premier sénateur d'origine arménienne au Canada, Raymond Setlakwe est le petit-fils d'Aziz Setlakwe – probablement le premier Arménien installé au Québec en 1904 après avoir fui les massacres, dits hamidiens, de 1896. Natif de Mardin, à l'est de Diarbékir, Aziz Sarafian gagne le Québec via New York. Il y adopte le nom de Setlakwe, puisque tel était le surnom de la famille au vieux pays : *"Setta akhwé"*, qui signifie les six frères en arabe, probablement pour la distinguer des autres Sarafian. Aziz est le seul rescapé des six. Trois de ses frères sont tués en 1896, le reste de la famille sera massacré lors du

politiquement dans la capitale, bien qu'elle soit numériquement la plus petite parmi les cinq. *“ Quand j'essayais de convaincre le Sénateur que c'était finalement grâce à des artisans comme lui qu'on avait accédé à ce podium qui faisait honneur à toute une population, il refusait poliment le compliment. Il insistait sur le fait que c'était un travail de longue haleine, qu'il avait été témoin de l'œuvre colossale effectuée par le CNAC concernant la planification et l'exécution du projet avec beaucoup de patience pour mobiliser la majorité et synchroniser avec doigté les intempéries d'une dynamique hostile et volatile qui caractérise la politique en général ”.*

Et de rajouter : *“ Il a clos la conversation avec la même modestie, soulignant qu'il avait été de passage au Sénat pour une courte période de temps et avait été très chanceux de se trouver au bon moment, à la bonne place, pour la revanche du petit-fils d'Aziz ”.* ■

kw ABONDANCE
KELLERWILLIAMS.
IMMOBILIER



Vahé TOROSSIAN
Conseiller en immobilier

06 87 87 56 54
vahe.torossian@kwfrance.com

6 - 8 Rue de l'Abondance
69003 - LYON

FSAAC Vienne 801 434 978

Patrick Masbourian, une sensibilité arménienne sur le petit écran

■ PAR ASTGHIK APRAHAMIAN

Patrick Masbourian a un héritage intéressant : né aux États-Unis, ses parents sont des Français d'origine arménienne et ses grands-parents ont survécu au Génocide de 1915. Patrick Masbourian travaille dans le monde de la radio et de la télévision québécoises, collaborant à l'émission de télévision, « La fin du monde est à 7 heures », en plus d'avoir présenté plusieurs programmes à *Radio-Canada*. Il est rapidement devenu l'un des animateurs les plus appréciés de la télévision canadienne en langue française. Mais il n'en oublie pas pour autant ses origines. En 2004, il participe au documentaire *Mon fils sera arménien*, réalisé par Hagop Goudsouzian, produit par l'Office national du film du Canada. Pour le centenaire du Génocide, il a contribué comme scénariste, narrateur et journaliste au documentaire *Le Génocide arménien : 100 ans de solitude*, présenté aux « Grands reportages » à *RDI*, la chaîne de télévision d'information. Retraçant les débuts des déportations commises par les Turcs ottomans et, surtout, les origines et causes du négationnisme acharné de la Turquie, ce documentaire a trouvé écho auprès



de plusieurs personnes de diverses nationalités ayant elles-mêmes vécu des situations de persécutions et d'exils.

Patrick Masbourian ne parle pas l'arménien. Pourtant, c'est un férù d'Histoire, l'histoire du peuple arménien qu'il veut faire connaître à tous les Canadiens contribuant ainsi à son rayonnement au Québec et au Canada. *“ Parmi les valeurs que j'ai défendues et que je défends toujours, il y a la quête de la justice sociale, la défense des minorités, des opprimés, des exclus. C'est ce qui me tient le plus à cœur. C'est une sensibilité que j'associe beaucoup à mes origines arméniennes, à la culture que mes parents m'ont transmise, même si je ne suis pas très impliqué dans la communauté. À l'heure où le monde entier recherche les formules de la cohabitation harmonieuse des cultures, les paramètres d'un métissage culturel réussi, étant porteur moi-même de plusieurs cultures, je vois que l'avenir pointe vers une cohabitation des cultures les unes avec les autres dans un espace unifié, et non vers une cohabitation côte-à-côte où l'espace est subdivisé entre les cultures. Les Arméniens, surtout en diaspora, sont les mieux placés pour s'épanouir dans ce contexte multiculturaliste ”.* ■

Une communauté engagée

Dès la formation des premiers noyaux d'immigrants arméniens au Canada, des efforts sont faits en vue de faire valoir les droits et revendications de la communauté locale, et des Arméniens en général, notamment sur la question du Génocide.

■ PAR ROUPEN KOYOUMDJIAN ET VATCHÉ CHAMILIAN



«L'Espoir», monument du Génocide des Arméniens érigé à Laval en 2013 (œuvre du sculpteur Arto Tchakmakchian)



Ottawa, le 24 Avril 2015 — plus de 10 000 personnes, soit le cinquième de la communauté, se sont rassemblées devant le Parlement du Canada

© Armen Alemian



Les racines du Comité national arménien du Canada (CNAC) peuvent être tracées jusqu'en 1902, date de la fondation du premier comité FRA à Brantford en Ontario. Mais sa formation officielle date de 1965, année charnière pour les Arméniens à travers le monde, celle du 50e anniversaire du Génocide. Le CNAC s'appuie sur un réseau étendu de comités locaux à Montréal, Laval, Toronto, Cambridge, Saint-Catharines, Hamilton, Windsor, Vancouver et, bien entendu, Ottawa où fonctionne aussi un bureau permanent du CNAC.

L'objectif principal de ce vaste réseau organisationnel — considéré comme la plus grande et influente des organisations arméno-canadiennes des droits de la personne — est de faire entendre la voix de la communauté dans l'espace politique, surtout dans les dossiers d'intérêt public, en se faisant son porte-parole principal auprès des gouvernements (municipal, provincial et fédéral), des médias et des milieux académiques. L'autre objectif est

de promouvoir la reconnaissance du Génocide ainsi que les valeurs fondamentales universelles reconnues comme le respect des droits de la personne, de l'histoire, de la culture ainsi que les droits historiques des peuples auprès des autorités concernées.

Au fil des ans, le CNAC s'est engagé dans une grande variété d'activités politiques et éducatives dont il est difficile de faire une énumération exhaustive dans l'espace restreint de cet article. Nous nous contenterons donc de décrire le parcours des efforts qui ont conduit à la reconnaissance du Génocide des Arméniens par les différents paliers gouvernementaux.

Le parcours de la reconnaissance du Génocide des Arméniens

La reconnaissance du Génocide a été une suite de longues années de travail s'étalant sur plusieurs décennies, d'acharnement et de persévérance, par

le biais des motions et des lois adoptées dans les différents paliers gouvernementaux (fédéral, provincial et municipal).

Les premiers pas concrets ont été franchis en 1980 quand les législatures des deux provinces les plus peuplées — le Québec et l'Ontario — ont adopté des motions de reconnaissance du Génocide. La Colombie-Britannique l'a fait en 2006. Quant aux villes, mentionnons les conseils municipaux de Montréal (en 1997) et de Toronto (en 2015) qui l'ont reconnu.

Depuis cette première motion de reconnaissance en 1980, l'Assemblée nationale du Québec répète assidûment le geste en séance plénière autour de chaque 24-Avril et, le 28 novembre 2003, a adopté à l'unanimité une loi proclamant

le « Jour commémoratif du génocide arménien », loi qui a été sanctionnée et mise en application le 10 décembre 2003. Le 13 juin 2002, Le Sénat du Canada a promulgué la motion 44, le reconnaissant et appelant le gouvernement à condamner le déni de la vérité historique. Le 21 avril 2004, avec la motion M-380, le Parlement fédéral l'a reconnu officiellement et l'a condamné comme un « *crime contre l'humanité* ». Et c'est le 21 avril 2006 qu'avec l'annonce du Premier ministre, Stephen Harper, le gouvernement du Canada reconnaît le Génocide des Arméniens. Le 24 Avril 2015, centenaire du Génocide, le Parlement fédéral adopte avec le consentement unanime des toutes les formations politiques la motion M-587 qui déclare le mois d'avril comme « Mois du souvenir, de la condamnation et de la prévention » et désigne le 24-Avril de chaque année comme « Jour commémoratif du génocide arménien ». ■

Les orphelins arméniens et la “Noble expérience canadienne”

■ PAR MARIE-ANNE THIL

Au début du 20^e siècle, les lois relatives à l’immigration au Canada sont très restrictives, que ce soit pour les immigrants comme pour les réfugiés. Même si les Arméniens bénéficient du passeport Nansen, le Canada ne les accepte pas de peur qu’ils s’établissent dans le pays. De plus, les Arméniens sont encore classés dans la catégorie dite «Asiatique» (1). Au début des années 1920, l’Association de soutien arménien du Canada (ARAC), interconfessionnelle mais principalement protestante, a pour but de sensibiliser le peuple canadien au sort des enfants orphelins arméniens. Elle demande de l’aide au gouvernement pour en faire venir 5 000 au Canada s’engageant à subvenir à leurs besoins et à leur éducation. L’Etat préfère lui accorder une subvention de 25 000 dollars pour financer leur cause. C’est compter sans les forces vives de la communauté arménienne déjà établie dans le pays, les organisations de la société civile, les hommes politiques canadiens... Dès le mois de mai 1923, le ministère de l’Immigration et de la Colonisation accepte de les accueillir à condition qu’ils aient un bilan de santé positif. Selon les historiens, cette décision est qualifiée de “Noble expérience canadienne” !

Entre 1923 et 1927, environ 140 garçons et filles, orphelins arméniens de 8 à 14 ans, arrivent au Canada. Les filles sont placées comme domestiques dans des familles de Toronto et 109 garçons intègrent une ferme collective, Cedarvale, (appartenant à l’ARAC) à Georgetown, au sud-ouest de l’Ontario. Ils y apprennent l’anglais et des rudiments d’agriculture. Divisés en groupes de travail avec des tâches assignées, ils s’occupent également des animaux.

Le personnel de la ferme ne parle pas l’arménien mais la venue d’Aris Alexanian en tant que surintendant, va changer la donne. Il aide les garçons à rédiger et publier un bulletin bilingue, l’*Ararat*, utilisé comme outil pédagogique pour se perfectionner en anglais. Afin d’accélérer leur intégration, A.J. Vining, responsable de la réinstallation des orphelins arméniens au Canada, a suggéré aux agents de l’immigration six mois avant leur arrivée au Canada “de laisser tomber les noms arméniens de ces enfants à leur arrivée, pour leur donner des noms canadiens”. Lorsque cette proposition est faite au “garçons de Georgetown”, ils refusent d’adopter des noms



Un garçon de Georgetown à la ferme de Cedarvale



Groupe de garçons en 1925 à la ferme

canadiens. C’est alors que le révérend I.W. Pierce, secrétaire général de l’ARAC, met tout en œuvre pour faire connaître au ministère de l’Immigration, le refus des enfants. Ils conservent leur nom arménien.

L’étape suivante de l’intégration des garçons dans la société canadienne est le placement de chacun dans une ferme où il vivra, travaillera et ira à l’école. Entre 1925 et 1928, ils y sont tous envoyés et se retrouvent séparés. Certaines familles respectent le mandat d’assurer leur éducation jusqu’à l’âge de seize ans, d’autres ne le font pas et profitent uniquement de cette main d’œuvre bon marché. Pour certains, ils ne sauront ni lire ni écrire en anglais à l’issue de cette période, ce qui posera, plus tard, des problèmes d’intégration.

Mais les garçons de Georgetown garderont le souvenir ému de leur vie dans cette ville. La ferme qui les accueillit fait maintenant partie du Cedarvale Park, à Georgetown. Une plaque de la province de l’Ontario y a été érigée le 26 juin 2010, désignant l’endroit comme un lieu historique municipal. ■

(1) Un décret de mars 1910 imposait une taxe de 200 dollars par personne pour les immigrants d’origine «asiatique». Le gouvernement considérait les Arméniens comme tels. Ils n’en feront plus partie en 1952 grâce aux efforts soutenus de la communauté.

Pour approfondir :

- Isabel Kaprielian, *The Georgetown boys : Canada’s noble experiment*, *The TorontoHye* 5, no.9

- Jack Apramian, *The Georgetown boys* (Zoryan Institute of Canada, 2009). La monographie d’Apramian a été modifiée et révisée de façon posthume par Lorne Shirinian, un des fils des garçons de Georgetown.